



## **CNIM GROUPE (CNIM)**

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 6 056 220 euros

Siège social : 64 rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret

662 043 595 RCS Nanterre

(« Société »)

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021**

Rapport d'activité.....	2
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2021 .....	13
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021).....	42
Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel .....	44

## Rapport d'activité

1	Événements significatifs de la période.....	3
2	Activité.....	4
2.1	Enregistrement de commandes .....	4
2.2	Chiffre d'affaires .....	6
2.3	Carnet de commandes .....	6
3	Résultat.....	7
3.1	Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur.....	7
3.2	Résultat non courant.....	8
3.3	Résultat des entreprises mises en équivalence .....	8
3.4	Résultat financier.....	8
3.5	Impôts.....	8
3.6	Résultat net .....	8
4	Financement / Trésorerie.....	9
4.1	Tableau de flux de trésorerie .....	9
4.2	Endettement net de trésorerie .....	10
4.3	Endettement.....	11
4.4	Liquidité.....	11
4.5	Capitaux propres .....	11
5	Perspectives.....	11
6	Analyse des risques .....	12
7	Transactions avec les parties liées .....	12
8	Évènements post-clôture .....	12

## 1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

### **Nouvelle procédure de conciliation**

Le besoin de liquidités sur 2021 a rendu nécessaire la poursuite de la restructuration financière entamée par le Groupe en 2020, initiant alors une première conciliation homologuée par le Tribunal de Commerce en mai 2020.

Dans ce contexte, le Groupe a alors demandé l'ouverture d'une 2<sup>ème</sup> procédure de conciliation ayant donné lieu à la signature d'un protocole le 21 mai 2021.

Postérieurement à la signature de ce protocole et avant son homologation par le Tribunal de Commerce, le Groupe a fait état d'une dégradation de sa situation opérationnelle, dans un communiqué de presse du 16 juin 2021.

Le Groupe a d'une part réorienté le positionnement stratégique de la Division E&E EPC et d'autre part repris les discussions avec l'Etat et les créanciers du groupe pour amender le protocole signé le 21 mai 2021.

Ce protocole amendé a été signé le 30 juin 2021 par l'ensemble des parties prenantes et il a été homologué par le Tribunal de Commerce le 13 août 2021. Il modifie la version du 21 mai 2021 en 4 points essentiels :

- Le financement long terme de l'État est porté à 125 millions d'euros (contre 40 millions d'euros initialement) ;
- La dette historique de 163 millions d'euros est abandonnée avec clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune (plutôt que convertie en ORA) ;
- L'utilisation des produits de la cession des activités O&M est affectée dans la limite de 20% uniquement au remboursement des financements moyen terme
- CNIM s'engage à mettre en œuvre un programme d'adossement sur l'année à venir ; ce programme pourrait conduire à un changement de contrôle ou à des cessions, afin d'assurer la pérennité des activités du Groupe et de réduire l'encours des engagements de ses créanciers.

Les informations relatives à cette nouvelle procédure de conciliation sont détaillées dans la note 2 « Événements importants de la période » des États financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021.

### **Cession de l'activité Bertin IT**

Les actifs de Bertin IT et Vecsys ont été cédés en juin 2021 à la société ChapsVision (Notes 2 et 3 des États financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021).

### **Transfert du Siège du Groupe**

Le 15 mars 2021, le Groupe a transféré son Siège au 64, rue Anatole France - 92300 Levallois Perret. (Note 2 des États financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021).

### **Signature du contrat Fiducie Sûreté-Gestion « EPC »**

Le 22 février 2021, le Groupe a signé le contrat de Fiducie Sûreté-Gestion « EPC » avec CNIM Groupe en qualité de Constituant et de Bénéficiaire, Equitis Gestion en qualité de Fiduciaire, Crédit Lyonnais en qualité d'Agent des Créanciers Garantis, Les Créanciers Garantis en qualité de Bénéficiaires et CNIM Environnement & Energie EPC en qualité de Société (Note 2 des États financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021).

## 2 ACTIVITE

### 2.1 Enregistrement de commandes

#### 2.1.1 Commandes Groupe par Secteur

(en millions d'euros)	2020			2021			Variation 2021/ 2020
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	
Environnement & Energie	183,7	1,8	185,4	42,2	55,5	97,8	-47,3%
Innovation & Systèmes	44,6	41,6	86,2	37,7	47,2	84,8	-1,6%
Non affecté	0,2	0,0	0,2	0,1	0,4	0,5	
<b>TOTAL</b>	<b>228,5</b>	<b>43,4</b>	<b>271,8</b>	<b>80,0</b>	<b>103,1</b>	<b>183,1</b>	<b>-32,6%</b>

Les commandes du Groupe s'élèvent au 30 juin 2021 à 183,1 millions d'euros contre 271,8 millions d'euros au 30 juin 2020.

#### 2.1.2 Commandes Environnement & Energie

(en millions d'euros)	2020			2021			Variation 2021/ 2020
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	
E&E EPC	102,3	(7,7)	94,6	(1,7)	15,4	13,7	-85,5%
E&E LAB	27,3	0,7	28,0	3,1	37,3	40,4	+44,4%
E&E O&M	46,1	0,6	46,7	42,5	(4,7)	37,8	-19,0%
E&E Services	7,9	8,2	16,1	(1,6)	7,4	5,8	-63,9%
<b>Environnement &amp; Energie</b>	<b>183,7</b>	<b>1,8</b>	<b>185,4</b>	<b>42,2</b>	<b>55,5</b>	<b>97,8</b>	<b>-47,3%</b>

Le Secteur Environnement & Energie est organisé en quatre « Business Divisions » :

- EPC : construction « clés en mains » de centres de valorisation énergétique de déchets et de biomasses ;
- LAB : systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands, prestations de services liées ;
- O&M : exploitation et maintenance des centres de valorisation énergétique de déchets et de biomasses ainsi que des systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets ;
- Services : optimisation, réhabilitation, revamping et maintenance pour les centres de valorisation énergétique de déchets et de biomasses et les grandes installations de combustion.

#### Division E&E EPC

La Division EPC a enregistré au 30 juin 2021, 13,7 millions d'euros de commandes suite à un ajustement sur une commande confirmée post-clôture contre un montant de commandes de 94,6 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, la Division avait enregistré principalement un ajustement pour la valeur du périmètre « Génie Civil » du contrat de Lostock, soit 98 millions d'euros.

#### Division E&E LAB

La Division LAB a enregistré au 30 juin 2021, 40,4 millions d'euros de commandes, principalement dans les traitements des fumées, contre 28 millions d'euros au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, la Division avait enregistré la commande de Zuchwil (Suisse)- activité « traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers » et la commande Hammonia - activité « traitement de fumées pour moteurs de navires ».

### Division E&E O&M

La Division O&M a enregistré au 30 juin 2021, 37,8 millions d’euros de commandes contre 46,7 millions d’euros au 30 juin 2020.

### Division E&E Services

La Division Services a enregistré au 30 juin 2021, 5,8 millions d’euros de commandes contre 16,1 millions d’euros au 30 juin 2020.

#### 2.1.3 Commandes Innovation & Systèmes

(en millions d’euros)	2020			2021			Variation 2021/2020
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	
I&S - Division Systèmes Industriels	24,3	22,8	47,1	17,5	9,0	26,5	-43,7%
I&S - BERTIN	20,3	18,8	39,1	20,1	38,2	58,3	+49,1%
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>44,6</b>	<b>41,6</b>	<b>86,2</b>	<b>37,7</b>	<b>47,2</b>	<b>84,8</b>	<b>-1,6%</b>

Deux « Business Divisions » constituent le Secteur Innovation & Systèmes :

- DSI : Division Systèmes Industriels ;
- Les filiales « Bertin ».

### Division E&S DSI

La Division Systèmes Industriels a enregistré au 30 juin 2021, 26,5 millions d’euros de commandes contre 47,1 millions d’euros au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2021, la Division a enregistré des commandes sur l’activité Systèmes pour un total de 18,3 millions d’euros et sur l’activité Solutions Industrielles pour un total de 8,2 millions d’euros.

Au 30 juin 2020, la Division avait enregistré un bon niveau de commandes sur l’activité Dissuasion pour un total de 12,5 millions d’euros, sur l’activité « Dissuasion », « Grands Instruments Scientifiques », et « Solutions Industrielles »

### Division I&S BERTIN

Pour la Division Bertin, les commandes s’élèvent au 30 juin 2021 à 58,3 millions d’euros contre 39,1 millions d’euros au 30 juin 2020.

La ventilation des commandes du 1<sup>er</sup> semestre 2021 par activité est la suivante :

- Systèmes et Instrumentation : 56 millions d’euros,
- Technologies de l’information : 2,3 millions d’euros (activité cédée en juin).

## 2.2 Chiffre d'affaires

### 2.2.1 Chiffre d'affaires par Secteur

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève au 30 juin 2021 à 267,6 millions d'euros, contre 278,6 millions d'euros au 30 juin 2020.

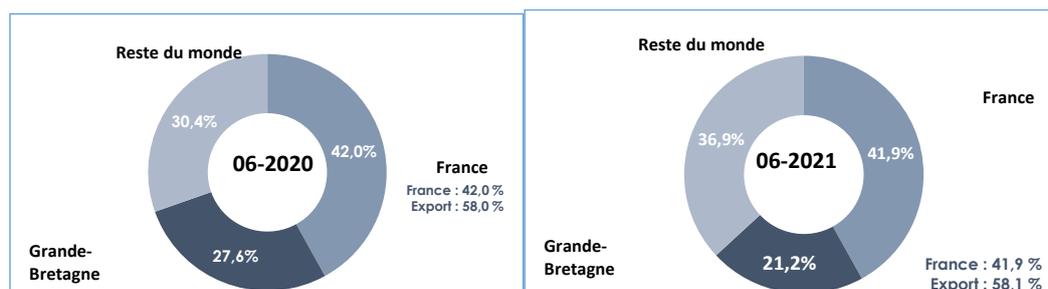
(en millions d'euros)	2020			2021			Variation 2021/2020
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé au 30 juin	
Environnement & Energie	99,0	98,7	197,6	80,9	96,2	177,2	-10,4%
Innovation & Systèmes	36,9	43,9	80,8	45,0	44,9	89,9	+11,2%
Non affecté	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4	0,5	
<b>TOTAL</b>	<b>135,9</b>	<b>142,7</b>	<b>278,6</b>	<b>126,0</b>	<b>141,5</b>	<b>267,6</b>	<b>-4,0%</b>

La baisse du chiffre d'affaire de 11 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'année précédente s'explique principalement par la baisse du chiffre d'affaires de la Division EPC, compensée partiellement par l'augmentation du chiffre d'affaires du Secteur Innovation & Systèmes.

### 2.2.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires semestriel 2021 du Groupe a été réalisé à hauteur de 41,9 % en France, 21,2 % en Grande-Bretagne et 36,9 % dans le reste du monde.

Le chiffre d'affaire réalisé à l'export représente ainsi 58,1 % du chiffre d'affaires total au 30 juin 2021 (58,0 % à fin juin 2020, et 51,8% à fin juin 2019).



## 2.3 Carnet de commandes

(en milliers d'€)	31.12.2020	Commandes enregistrées	Chiffre d'affaires	Variation de périmètre	30.06.2021
Environnement et Energie	901 124	97 767	177 171	-	821 719
Innovation & Systèmes	295 177	84 832	89 861	(9 558)	280 589
Autres	-	545	545	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 196 301</b>	<b>183 143</b>	<b>267 578</b>	<b>(9 558)</b>	<b>1 102 308</b>

Le carnet de commandes du Groupe s'élève au 30 juin 2021 à 1 102,3 millions d'euros, en baisse de - 7,9 % par rapport au carnet du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il représente environ 2 ans de chiffre d'affaires.

La variation par Secteur se décompose comme suit :

- -8.8 % pour le Secteur Environnement & Energie ;
- -4.9 % pour le Secteur Innovation & Systèmes.

Le carnet de commandes au 30 juin 2021 se présente par Division comme suit :

(en millions d'euros)	Carnet de commandes 01.01.2021	Variation de périmètre	Commandes	Chiffre d'affaires	Carnet de commandes 30.06.2021	
E&E - EPC	661,7	2,9	13,7	114,9	563,4	51%
E&E - LAB	82,8	-	40,4	16,9	106,3	10%
E&E - Services	31,2	(2,9)	5,8	12,3	21,9	2%
E&E - O&M	125,4	-	37,8	33,1	130,2	12%
<b>Environnement &amp; Energie</b>	<b>901,1</b>	<b>-</b>	<b>97,8</b>	<b>177,2</b>	<b>821,7</b>	<b>75%</b>
I&S - Division Systèmes Industriels	206,5	-	26,5	42,4	190,6	17%
I&S - BERTIN	88,7	(9,6)	58,3	47,5	90,0	8%
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>295,2</b>	<b>(9,6)</b>	<b>84,8</b>	<b>89,9</b>	<b>280,6</b>	<b>25%</b>
<b>Non affecté</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 196,3</b>	<b>(9,6)</b>	<b>183,1</b>	<b>267,6</b>	<b>1 102,3</b>	<b>100%</b>

### 3 RESULTAT

Les comptes au 30 juin 2021 ont été préparés en utilisant les mêmes règles et méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des comptes annuels au 31 décembre 2020.

En millions d'euros	30.06.2020	30.06.2021
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>278,6</b>	<b>267,6</b>
<b>EBITDA</b>	<b>(26,9)</b>	<b>(59,7)</b>
Résultat opérationnel courant (ROC)	(35,2)	(66,2)
Autres produits et charges	13,0	(3,1)
<b>Résultat opérationnel (RO)</b>	<b>(22,1)</b>	<b>(69,3)</b>
Entreprises mises en équivalence	0,9	(0,9)
<b>Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(70,2)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(9,5)</b>	<b>(5,9)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(30,7)</b>	<b>(76,1)</b>
Impôts	(2,6)	(2,3)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>(33,2)</b>	<b>(78,4)</b>
Dont intérêts minoritaires	(0,9)	(0,9)
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>(32,3)</b>	<b>(77,5)</b>

#### 3.1 Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur

La contribution des différents Secteurs au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel courant ainsi que l'évolution par rapport au 30 juin 2020 sont indiquées ci-après :

(en millions d'euros)	30.06.2020			30.06.2021		
	CA	ROC	ROC/CA %	CA	ROC	ROC/CA %
Environnement & Energie	197,6	(25,2)	(12,8)%	177,2	(67,3)	(38,0)%
Innovation et Systèmes	80,8	(7,8)	(9,7)%	89,9	0,2	0,3%
Non affecté	0,2	(2,2)	(1071,8)%	0,5	0,9	156,9%
<b>TOTAL</b>	<b>278,6</b>	<b>(35,2)</b>	<b>(12,6)%</b>	<b>267,6</b>	<b>(66,2)</b>	<b>(24,7)%</b>

L'EBITDA sectoriel évolue comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2020			30.06.2021		
	CA	EBITDA	EBITDA/CA %	CA	EBITDA	EBITDA/CA %
Environnement & Energie	197,6	(23,3)	(11,8)%	177,2	(65,7)	(37,1)%
Innovation et Systèmes	80,8	(3,6)	(4,5)%	89,9	3,6	4,0%
Non affecté	0,2	(0,0)	(22,8)%	0,5	2,4	448,4%
<b>TOTAL</b>	<b>278,6</b>	<b>(26,9)</b>	<b>(9,7)%</b>	<b>267,6</b>	<b>(59,7)</b>	<b>(22,3)%</b>

### Secteur Environnement & Energie

- Le résultat de la Division EPC est à nouveau impacté fortement par les dégradations d'affaires en garantie ainsi que d'affaires en cours ;
- L'amélioration du résultat de la Division LAB par rapport au premier semestre de l'année précédente est due principalement au résultat d'un projet livré ;
- La Division Services présente à nouveau un résultat négatif, marqué principalement par les difficultés rencontrées sur un contrat qui a été arrêté ;
- La Division O&M contribue positivement, de façon récurrente, au résultat.

### Secteur Innovation & Systèmes

- Le résultat de la Division Systèmes Industriels tout en restant faible s'est amélioré dans toutes les activités par rapport au premier semestre 2020
- Le résultat de la Division Bertin est en amélioration par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

## 3.2 Résultat non courant

Au 30 juin 2021, le Groupe a comptabilisé un résultat non courant de -3,1 millions d'euros, constitué principalement par les coûts de restructuration financière et organisationnelle du Groupe et la plus-value sur cession des sociétés Bertin IT et Vecsys.

## 3.3 Résultat des entreprises mises en équivalence

La contribution des entreprises mises en équivalence au 30 juin 2021 est de -0,9 millions d'euros, contre 0,9 millions d'euros au 30 juin 2020.

## 3.4 Résultat financier

Le résultat financier s'élève au 30 juin 2021 à -5,9 millions d'euros contre -9,5 millions d'euros au 30 juin 2020. Il se décompose comme suit :

- Coût de l'endettement net : -3,8 millions d'euros ;
- Résultat net de change : -0,2 millions d'euros ;
- Autres : -1,9 millions d'euros.

Le poste « Résultat de change » inclut principalement le coût de portage (points de terme latents et réalisés) des instruments dérivés de change mis en place pour couvrir les flux futurs des contrats commerciaux ; la part « points de terme » des couvertures à terme en devises (systématiques sur contrats) est constatée en résultat financier, avec une variation positive de la part latente au 1<sup>er</sup> semestre 2021.

## 3.5 Impôts

L'impôt s'élève au 30 juin 2021 à -2,3 millions d'euros contre -2,6 millions au 30 juin 2020.

Le déficit généré au 1<sup>er</sup> semestre 2021 sur le périmètre intégration fiscale en France de 64,2 millions d'euros n'a pas été activé. L'impact de cette activation aurait été la reconnaissance d'un produit d'impôt de 16,6 millions d'euros.

## 3.6 Résultat net

Le résultat net consolidé « Part du Groupe », hors intérêts minoritaires, s'établit au 30 juin 2021 à -77,5 millions d'euros.

## 4 FINANCEMENT / TRESORERIE

### 4.1 Tableau de flux de trésorerie

Les principaux éléments du tableau de flux de trésorerie consolidés sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2020	30.06.2021
Capacité d'autofinancement	(35,7)	(64,5)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(26,4)	(46,9)
Impôts payés	(1,4)	(1,7)
Flux liés aux investissements	34,4	(0,2)
Flux liés au financement	61,3	25,5
Variation des taux de changes	0,9	(2,4)
Variation des actifs/passifs destinés à la vente		(5,3)
<b>Variation de la trésorerie brute</b>	<b>33,0</b>	<b>(95,5)</b>
Trésorerie brute d'ouverture	94,9	137,4
<b>Trésorerie brute de clôture</b>	<b>127,9</b>	<b>41,9</b>

#### 4.1.1 Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant le coût de l'endettement financier et de l'impôt s'élève à – 64,5 millions d'euros au 30 juin 2021, contre -35,7 millions d'euros au 30 juin 2020, en raison notamment de la dégradation des résultats de la division EPC.

#### 4.1.2 Besoin en fonds de roulement

	2020.12	2021.06	Variation	Variation Actifs / passifs destinés à la vente	Autres variation non monétaire*	Variation BFR (TFT)
Stocks et encours	24,3	24,4	0,2	(0,1)	(0,4)	(0,4)
Avances et acomptes versés s/commandes	15,8	22,9	7,1	0,2	0,1	7,4
Clients & comptes rattachés	105,3	78,2	(27,1)	0,8	0,6	(25,7)
Produits à recevoir sur contrats	104,5	103,8	(0,7)	(2,0)	1,0	(1,7)
Créances fiscales & sociales	83,3	92,5	9,2	(2,8)	8,8	15,2
Autres actifs opérationnels courants	17,0	38,6	21,6	(1,5)	8,4	28,5
<b>S/T ACTIF</b>	<b>350,1</b>	<b>360,4</b>	<b>10,3</b>	<b>(5,4)</b>	<b>18,4</b>	<b>23,2</b>
Avances et acomptes reçus s/commandes	(18,8)	(14,3)	4,5	0,5	(1,6)	3,5
Fournisseurs & comptes rattachés	(150,8)	(137,8)	13,0	0,5	(2,3)	11,2
Produits constatés d'avance sur contrats	(133,7)	(127,5)	6,3	0,3	(1,6)	4,9
Dettes sociales et fiscales	(82,0)	(71,2)	10,7	3,3	(3,4)	10,7
Autres passifs opérationnels courants	(14,2)	(17,4)	(3,1)	(0,5)	(3,0)	(6,6)
<b>S/T PASSIF</b>	<b>(399,5)</b>	<b>(368,2)</b>	<b>31,4</b>	<b>4,1</b>	<b>(11,9)</b>	<b>23,6</b>
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>	<b>(49,4)</b>	<b>(7,7)</b>	<b>41,7</b>	<b>(1,3)</b>	<b>6,5</b>	<b>46,8</b>

\* Ecart de conversion, périmètre, autres

La variation du besoin en fonds de roulement du Groupe au 30 juin 2021 s'explique principalement par une diminution des dettes fournisseurs et dettes fiscales et sociales, ainsi qu'une augmentation des autres actifs opérationnels courants

#### 4.1.3 Investissements

Au 30 juin 2021, les investissements s'élèvent à 11,5 millions d'euros se décomposant en :

- Investissements corporels et incorporels : 11,3 millions d'euros ;
- Autres : 0,2 millions d'euros.

Les investissements corporels et incorporels se décomposent par nature comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2021
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>3,8</b>
Dont Informatique	0,4
Dont Autres	3,4
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>7,5</b>
Dont Terrain	0,0
Dont Batiments	3,0
Dont Production	3,4
Dont Mat & Mobilier bureau	0,9
Dont Informatique	0,1
Dont Autres	0,0
<b>S/t Investissements Incorporels et corporels</b>	<b>11,3</b>
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>0,3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11,5</b>

#### 4.1.4 Flux de trésorerie affectés au financement

Les flux de trésorerie affectés au financement représentent un impact de 25.5 millions d'euros sur la période, suite à :

- Une augmentation des emprunts pour 40,4 millions d'euros ;
- Un remboursement d'emprunts pour 4.8 millions d'euros ;
- Des intérêts financiers versés pour 3.9 millions d'euros ;
- Une variation des mobilisations de créances de - 6.3 millions d'euros.

#### 4.2 Endettement net de trésorerie

(en millions d'euros)	30.06.2021	31.12.2020
Equivalents de trésorerie	0,0	0,1
Trésorerie	47,7	143,0
<b>Trésorerie Brute</b>	<b>47,7</b>	<b>143,1</b>
Passif financier non courant	(83,8)	(216,6)
Passif financier courant	(232,9)	(70,5)
<b>Passif financier courant et non courant</b>	<b>(316,7)</b>	<b>(287,1)</b>
<b>Endettement net</b>	<b>(269,0)</b>	<b>(144,0)</b>

L'endettement net du Groupe s'établit au 30 juin 2021 à 269,0 millions d'euros contre 144,0 millions d'euros au 31 décembre 2020 et comprend la dette de location en application de la norme IFRS 16.

### 4.3 Endettement

	2021			2020		
	30.06.2021			31.12.2020		
	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe Exensor	-	18,0	<b>18,0</b>	12,0	6,0	<b>18,0</b>
Tirage de la ligne de crédit renouvelable	-	120,0	<b>120,0</b>	120,0	-	<b>120,0</b>
Financement Moyen Terme bancaire	-	33,0	<b>33,0</b>	-	35,0	<b>35,0</b>
Emprunt obligataire Martin GmbH	45,0	-	<b>45,0</b>	45,0	-	<b>45,0</b>
Financement Moyen Terme de l'Etat (FDES)	-	8,8	<b>8,8</b>	-	8,8	<b>8,8</b>
Prêt participatif de l'Etat (FDES)	-	40,0	<b>40,0</b>	-	-	-
Crédit de financement de projets de R&D	0,8	0,7	<b>1,6</b>	1,1	0,9	<b>1,8</b>
Autres emprunts	(0,4)	(0,4)	<b>(0,8)</b>	(1,1)	0,5	<b>(0,5)</b>
<b>Emprunts</b>	<b>45,4</b>	<b>220,1</b>	<b>265,5</b>	<b>177,0</b>	<b>51,0</b>	<b>228,1</b>
Dettes de location	12,2	3,3	<b>15,4</b>	13,3	3,8	<b>17,1</b>
Avances remboursables	6,3	0,4	<b>6,7</b>	6,3	0,4	<b>6,7</b>
Cessions de créances	19,6	3,3	<b>22,9</b>	19,7	9,5	<b>29,2</b>
Autres passifs financiers	0,4	0,0	<b>0,4</b>	0,4	0,0	<b>0,4</b>
<b>PASSIF FINANCIER BRUT</b>	<b>83,8</b>	<b>227,1</b>	<b>310,9</b>	<b>216,6</b>	<b>64,8</b>	<b>281,4</b>
Concours bancaires, comptes courants	-	5,8	<b>5,8</b>	-	5,7	<b>5,7</b>
<b>PASSIF FINANCIER NET</b>	<b>83,8</b>	<b>232,9</b>	<b>316,7</b>	<b>216,6</b>	<b>70,5</b>	<b>287,1</b>

L'endettement du Groupe s'établit au 30 juin 2021 à 316,7 millions d'euros.

Le Groupe bénéficie d'une ligne de crédit syndiqué (multidevises), renouvelée en décembre 2017 pour une durée initiale de cinq ans, étendue à six ans en 2018, d'un montant de 120 millions d'euros, utilisée en totalité au 30 juin 2021.

La principale variation de l'endettement sur la période résulte de la mise en œuvre du protocole de conciliation 2021 et notamment la mise en place d'une aide de l'Etat (FDES) à hauteur de 40 millions d'euros.

Par ailleurs le montant des cessions de créances commerciales et fiscales est de 22,9 millions d'euros au 30 juin 2021, contre 29,2 millions d'euros au 31 décembre 2020.

### 4.4 Liquidité

Le niveau de liquidités du Groupe s'est dégradé au 30 juin 2021. La trésorerie brute reste toutefois positive pour un montant de 47,7 millions d'euros.

### 4.5 Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	Capitaux propres Groupe
<b>Au 1er janvier 2021</b>	<b>(136,7)</b>
Résultat de la période, part du Groupe	(77,5)
Autres éléments du résultat global, variations de périmètre, opérations sur actions propres	(4,5)
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>(218,7)</b>

## 5 PERSPECTIVES

L'homologation du protocole et la réorientation stratégique du Groupe constituent des évolutions favorables à son redressement. Néanmoins, comme le montrent les résultats semestriels, il subsiste des incertitudes tant sur la capacité de la division EPC à prendre les contrats prévus et à exécuter les projets en cours conformément aux estimations.

Pour réduire ces incertitudes le groupe continue à renforcer le contrôle des risques sur projets et compte aussi sur la mise en œuvre de solutions d'adossement, notamment pour sa division EPC.

## **6 ANALYSE DES RISQUES**

Ces risques sont décrits en note 2.7 du Document d'enregistrement universel 2020.

## **7 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

Toutes les transactions avec des parties liées ont été réalisées sur la base de conditions commerciales normales.

## **8 ÉVÈNEMENTS POST-CLOTURE**

Le Groupe n'a pas identifié d'évènements postérieurs à la clôture, à l'exception des évènements suivants

- Signature et homologation du protocole de conciliation (cf. NOTE 2 - Évènements importants de la période – Etats financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021)
- Cessions des activités O&M en France et en Azerbaïdjan (cf. NOTE 3 - Actifs destinés à la vente – Etats financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2021), pour un prix de cession net de 29,5M€

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES  
SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2021**

# 1 ÉTATS FINANCIERS

Les comptes sont présentés en milliers d'euros.

## 1.1 État de la situation financière consolidée intermédiaire

### 1.1.1 ACTIF

(en milliers d'€)	Note	30.06.2021	31.12.2020
Immobilisations incorporelles	11	26 335	25 002
Goodwill	12	62 789	62 884
Immobilisations corporelles	13	57 669	53 364
Droits d'utilisation		16 844	18 616
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14	5 066	5 331
Autres actifs financiers non courants	15	4 682	5 174
Impôts différés actifs		2 656	2 335
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>176 040</b>	<b>172 708</b>
Stocks et en-cours		24 431	24 264
Avances et acomptes versés sur commandes		22 895	15 755
Clients et comptes rattachés		78 203	105 349
Produits à recevoir sur contrats		103 849	104 527
Créances fiscales et sociales		93 650	84 732
Autres actifs opérationnels courants		38 583	16 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie		47 749	143 101
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>409 361</b>	<b>494 680</b>
Actifs destinés à la vente	3	69 047	71 946
<b>TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS</b>		<b>654 449</b>	<b>739 334</b>

## 1.1.2 PASSIF

(en milliers d'€)	Note	30.06.2021	31.12.2020
Capital	16	6 056	6 056
Primes		7 237	7 237
Réserves		(154 474)	(19 083)
Résultat net		(77 494)	(130 922)
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>(218 675)</b>	<b>(136 713)</b>
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Réserves)		1 454	2 769
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Résultat)		(871)	(1 563)
<b>INTÉRÊTS NE DONNANT PAS DE CONTRÔLE</b>		<b>583</b>	<b>1 206</b>
Emprunts et dettes financières	17	71 659	203 352
Dettes de location non courantes	17	12 162	13 264
Provisions pour engagements retraite et avantages assimilés	18	17 618	17 808
Autres provisions non courantes	19	11 267	9 542
Impôts différés passif		484	1 616
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>113 191</b>	<b>245 582</b>
Passifs financiers courants	17	229 629	66 672
Dettes de location courantes	17	3 286	3 843
Provisions courantes	19	124 142	118 304
Fournisseurs et comptes rattachés		137 971	150 971
Produits constatés d'avance sur contrats		141 793	152 574
Dettes fiscales et sociales		72 383	83 189
Autres passifs opérationnels courants		17 353	14 209
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>726 556</b>	<b>589 762</b>
Passifs destinés à la vente	3	32 794	39 497
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS CONSOLIDÉS</b>		<b>654 449</b>	<b>739 334</b>

## 1.2 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'€)	Note	30.06.2021	30.06.2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	5, 6	<b>267 578</b>	<b>278 643</b>
Production stockée		74	(567)
Subventions d'exploitation		6 284	6 810
Autres produits courants		5 718	4 213
Achats et variation de stocks		(187 014)	(167 986)
Autres achats externes		(48 443)	(38 552)
Impôts, taxes et assimilés		(3 609)	(5 082)
Charges de personnel		(90 225)	(95 633)
Dotations aux amortissements		(6 470)	(8 211)
Variation des provisions		(7 920)	(2 569)
Autres charges courantes		(2 134)	(6 220)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(66 160)</b>	<b>(35 154)</b>
Autres produits (charges) non courants	7	(3 121)	13 016
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	5	<b>(69 281)</b>	<b>(22 138)</b>
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	(914)	941
<b>RESULTAT OPERATIONNEL APRES QP DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE</b>	5	<b>(70 195)</b>	<b>(21 197)</b>
Coût de l'endettement financier net	8	(3 779)	(2 229)
Résultat de change	8	(225)	(6 990)
Autres produits (charges) financiers	8	(1 889)	(251)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	8	<b>(5 893)</b>	<b>(9 470)</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>(76 088)</b>	<b>(30 666)</b>
Charge d'impôt sur le résultat	9	(2 277)	(2 571)
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>(78 365)</b>	<b>(33 237)</b>
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(78 365)</b>	<b>(33 237)</b>
dont attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(77 494)	(32 336)
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(871)	(901)
Résultat net par action (en €)			
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de la société mère	10	(27,41)	(11,45)
Résultat dilué par action attribuable aux actionnaires de la société mère	10	(27,41)	(11,45)
Résultat net par action des activités poursuivies		(27,72)	(11,76)

## 1.3 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en milliers d'€)	Note	30.06.2021	30.06.2020
<b>RÉSULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(78 365)</b>	<b>(33 237)</b>
Écarts actuariels sur engagements de retraite, brut	18	575	(57)
Impôt sur les éléments non recyclables		(424)	11
<b>Éléments non recyclables</b>		<b>151</b>	<b>(46)</b>
Écarts de conversion		1 062	(2 998)
Gains (pertes) nets sur instruments de couverture, brut		(8 858)	14 329
Impôt sur les éléments recyclables		2 860	(355)
QP des éléments recyclables des entreprises mises en équivalence, net	14	586	(50)
<b>Éléments recyclables</b>		<b>(4 351)</b>	<b>10 926</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>		<b>(4 199)</b>	<b>10 879</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ</b>		<b>(82 565)</b>	<b>(22 357)</b>
dont attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(81 950)	(21 447)
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(615)	(910)

## 1.4 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(en milliers d'€)							Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL CAPI-TAUX PROPRES
	Capital	Primes	Réserve engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion <sup>(2)</sup>	Autres réserves			
<b>31.12.2020 publié</b>	<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(4 041)</b>	<b>4 925</b>	<b>(6 289)</b>	<b>(144 601)</b>	<b>(136 713)</b>	<b>1 206</b>	<b>(135 507)</b>
Résultat net de la période						(77 494)	(77 494)	(871)	(78 365)
Autres éléments du résultat global			148	(5 672)	1 069	-	(4 456)	256	(4 199)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>148</b>	<b>(5 672)</b>	<b>1 069</b>	<b>(77 494)</b>	<b>(81 950)</b>	<b>(615)</b>	<b>(82 565)</b>
Distribution de dividendes						0	0	(12)	(12)
Variations de périmètre						-	-	2	2
Opérations sur actions propres						-	-	-	-
Autres	0	-	-	-	-	(13)	(13)	1	(12)
<b>30.06.2021</b>	<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(3 893)</b>	<b>(747)</b>	<b>(5 220)</b>	<b>(222 108)</b>	<b>(218 675)</b>	<b>583</b>	<b>(218 092)</b>

(en milliers d'€)							Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL CAPI-TAUX PROPRES
	Capital	Primes	Réserve engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion	Autres réserves			
<b>31.12.2019 publié</b>	<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(6 081)</b>	<b>(3 493)</b>	<b>(8 799)</b>	<b>(13 673)</b>	<b>(18 752)</b>	<b>2 187</b>	<b>(16 565)</b>
Résultat net de la période						(32 336)	(32 336)	(901)	(33 237)
Autres éléments du résultat global			(46)	13 946	(3 011)	-	10 889	(9)	10 879
<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(46)</b>	<b>13 946</b>	<b>(3 011)</b>	<b>(32 336)</b>	<b>(21 447)</b>	<b>(910)</b>	<b>(22 357)</b>
Distribution de dividendes						0	0	-	0
Variations de périmètre						-	-	-	-
Opérations sur actions propres						(8)	(8)	-	(8)
Autres	(0)	(0)	-	-	-	0	0	0	0
<b>30.06.2020 publié</b>	<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(6 127)</b>	<b>10 453</b>	<b>(11 809)</b>	<b>(46 017)</b>	<b>(40 207)</b>	<b>1 277</b>	<b>(38 930)</b>

## 1.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(en milliers d'€)	Note	30.06.2021	30.06.2020
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(78 365)</b>	<b>(33 237)</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(78 365)</b>	<b>(33 237)</b>
Elimination de la QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	914	(941)
Elimination des amortissements et provisions		14 237	26 052
Elimination des plus ou moins values de cession		(7 268)	(32 372)
Elimination des produits de dividendes		(59)	(2)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>(70 541)</b>	<b>(40 500)</b>
Elimination de la charge d'impôt	9	2 277	2 571
Elimination du coût de l'endettement financier net	8	3 779	2 229
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>(64 486)</b>	<b>(35 701)</b>
Total incidence de la variation du BFR lié à l'activité		(46 882)	(26 433)
Impôts payés (incluant la C.V.A.E)		(1 680)	(1 362)
<b>Flux net généré par (affecté à) l'activité (A)</b>		<b>(113 048)</b>	<b>(63 496)</b>
Acquisitions (cessions) d'entreprises /activités, nettes de la trésorerie acquise		11 272	(0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(11 400)	(6 790)
Acquisition d'actifs financiers		(32)	(269)
Cessions actifs financiers		43	(0)
Variation des avances et prêts consentis		(779)	(656)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		608	41 884
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées		59	205
<b>Flux net provenant des (affecté aux) investissements (B)</b>		<b>(228)</b>	<b>34 374</b>
Dividendes versés par la société mère		-	-
Dividendes payés aux minoritaires		(12)	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-	404
Emissions d'emprunts	17	40 438	61 703
Remboursements d'emprunts	17	(4 764)	(2 797)
Intérêts financiers versés		(3 889)	(1 837)
Autres opérations de financement	17	(6 257)	3 816
<b>Flux net provenant du (affecté au) financement (C)</b>		<b>25 516</b>	<b>61 289</b>
Incidence de la variation des taux de change (D)		(2 380)	869
Reclassement en Actifs / Passifs destinés à la vente (E)		(5 324)	
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE A+B+C+D+E</b>		<b>(95 462)</b>	<b>33 036</b>

<b>Trésorerie d'ouverture</b>		<b>137 395</b>	<b>94 859</b>
Equivalent de trésorerie		37	80
Trésorerie		47 713	133 586
Trésorerie brute		47 749	133 666
Concours bancaires courants	17	(5 817)	(5 771)
<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>41 932</b>	<b>127 895</b>
dont trésorerie des activités poursuivies		41 932	127 895
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>		<b>(95 462)</b>	<b>33 036</b>

## 1.6 Note annexes aux comptes consolidés

Le 13 août 2021, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe CNIM pour le semestre clos le 30 juin 2021.

CNIM Groupe SA (société mère) est une société anonyme cotée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 662 043 595 et dont le siège social est domicilié au 64, rue Anatole France à Levallois-Perret (92) depuis le 15 mars 2021.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et sous-totaux figurant dans les tableaux.

Cette annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021.

NOTE 1	Bases de préparation des états financiers consolidés, principes et méthodes comptables.	21
NOTE 2	Évènements importants de la période	23
NOTE 3	Actifs destinés à la vente	25
NOTE 4	Périmètre de consolidation	27
NOTE 5	Informations sectorielles	27
NOTE 6	Produits des activités ordinaires	28
NOTE 7	Autres produits (charges) non courants	29
NOTE 8	Résultat financier	30
NOTE 9	Impôts	30
NOTE 10	Résultat par action	31
NOTE 11	Immobilisations incorporelles	32
NOTE 12	Goodwill	33
NOTE 13	Immobilisations corporelles	35
NOTE 14	Participations dans les entreprises mises en équivalence	36
NOTE 15	Autres actifs financiers non courants	37
NOTE 16	Capitaux propres	38
NOTE 17	Emprunts et dettes financières	38
NOTE 18	Engagements de retraite et avantages assimilés	40
NOTE 19	Autres provisions pour risques et charges	40
NOTE 20	Engagements hors bilan	41
NOTE 21	Passifs éventuels	41
NOTE 22	Exposition aux risques	41
NOTE 23	Évènements postérieurs à la date de clôture	41

## NOTE 1 Bases de préparation des états financiers consolidés, principes et méthodes comptables

---

### A. Normes applicables

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2021 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2021.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en)

La norme IAS 34 prévoit que, s'agissant de comptes consolidés intermédiaires résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Ces derniers sont présentés dans le document d'enregistrement universel 2020 déposé auprès de l'AMF le 25 mai 2021 (D.21-0481).

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés sont conformes à ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 à l'exception des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2021 et présentées ci-après et des dispositions spécifiques d'IAS 34 utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés décrites dans le paragraphe B ci-dessous.

En particulier, les conventions d'image fidèle, de continuité d'exploitation et de permanence des méthodes ont été appliquées.

#### a. Nouveaux textes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021

Les textes suivants, d'application obligatoire au 1er janvier 2021 n'ont pas d'effet sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 et IFRS 16 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 ».

#### b. Nouveaux textes IFRS adoptées par l'Union européenne non encore d'application obligatoire

Il n'existe pas de texte IFRS adopté par l'Union européenne non encore d'application obligatoire.

#### c. Textes non encore adoptés par l'Union européenne

Les textes suivants ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne :

- Amendement à IFRS 16 : « Allègements de loyer liés au Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 » ;
- Amendements à IFRS 3 : « Référence au cadre conceptuel » ;
- Amendements à IAS 16 « Produits générés avant l'utilisation prévue » ;
- Amendements à IAS 37 : « Contrats déficitaires » ;
- Amélioration des normes IFRS – Cycle 2018- 2020 ;
- Amendements à IAS 1 : « Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants » et « Informations à fournir sur les méthodes comptables » ;
- Amendements à IAS 8 : « Définition d'une estimation comptable » ;
- Amendements à IAS 12 : « Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique ».

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés quant à l'application de ces textes.

## B. Continuité d'exploitation

La Direction du Groupe a préparé et arrêté les comptes consolidés du Groupe sur la base d'une hypothèse de continuité d'exploitation qui s'étale sur une durée minimale de douze mois à compter de la date de clôture des comptes.

Au 30 juin 2021, sous l'effet des pertes importantes cumulées sur les derniers exercices, le Groupe affiche un niveau de capitaux propres négatifs à -219 millions d'euros pour un endettement net (défini par le montant des passifs financiers net de la trésorerie active) de 269 millions d'euros.

Dans ce cadre, la Direction du Groupe a fondé son hypothèse de continuité d'exploitation sur les éléments suivants :

- La signature du protocole de conciliation par l'ensemble des parties prenantes et son homologation par le Tribunal de Commerce, toutes deux effectives en date du 30 juillet et du 13 août 2021 respectivement, confirmant ainsi les mesures décrites dans la Note 2 « Evénements importants de la période »,
- Le soutien de l'Etat confirmé par la mise en place effective d'une ligne de financement augmentée de 40 à 125 millions au terme de la conciliation,
- La réalisation de plusieurs cessions, dont les cessions en cours (O&M et Biomasse) et d'autres cessions envisagées dans le cadre du programme d'adossement
- Les projections de liquidités à 12 mois qui font état d'un niveau de liquidités suffisant au regard des engagements actuels du Groupe, de ses perspectives commerciales et des cessions envisagées.

Les projections de liquidités résultent notamment d'une analyse par contrat du jalonnement de termes de paiements clés (clients et fournisseurs) sur les contrats en exécution et d'hypothèses de nouvelles commandes. Le positionnement de ces flux de trésorerie dans le temps a été réalisé sur la base de la meilleure estimation du Management mais comporte un risque inhérent de non réalisation d'un flux d'encaissement à une date donnée ou de sous-estimation de flux de décaissements. Compte tenu des difficultés que traversent le Groupe, bien que l'homologation du protocole et la réorientation stratégique du Groupe constituent des évolutions favorables à son redressement, il subsiste des incertitudes importantes quant à sa capacité à enregistrer effectivement les nouvelles commandes telles que prévues et à exécuter les contrats conformément aux estimations, ce qui est susceptible d'affecter les projections de liquidités.

Il convient également de préciser que le financement apporté par l'Etat demeure conditionné à l'approbation de la Commission Européenne dans le cadre de la réglementation relative aux aides d'Etat.

C'est dans ce contexte que la Direction du Groupe a préparé et arrêté les comptes consolidés du Groupe sur la base d'une hypothèse de continuité d'exploitation.

## C. Principes comptables et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

### Engagements de retraite et avantages assimilés

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés.

La charge comptabilisée sur la période au titre des engagements de retraite et avantages assimilés correspond au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles du 31 décembre 2020.

Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi intervenues sur la période (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) ne sont pas matériels pour les comptes du Groupe.

## NOTE 2 Évènements importants de la période

### Nouvelle procédure de conciliation

Dans une année 2020 marquée par la crise sanitaire et d'autres difficultés rencontrées dans l'exécution des contrats de fourniture d'usines clés en main, les pertes subies et la consommation des avances de trésorerie sur contrats, non renouvelées par la signature de grands projets, ont accru le besoin de liquidités sur 2021 et rendu nécessaire la poursuite de la restructuration financière que le Groupe avait entamé en initiant une première conciliation homologuée par le Tribunal de Commerce en mai 2020.

C'est dans ce contexte que le Groupe a demandé, avec l'accord des créanciers, l'ouverture d'une 2<sup>nd</sup>e procédure de conciliation qui a donné lieu à un protocole signé par l'ensemble des parties prenantes le 21 mai 2021.

Ce protocole, dont la mise en vigueur restait sujette à certaines conditions suspensives dont l'homologation par le Tribunal de Commerce, prévoyait, pour l'essentiel :

- la mise en place d'un nouveau financement long terme de l'état à hauteur de 40 millions d'euros,
- la conversion de la dette historique de 163 millions d'euros en Obligations Remboursables en Actions, assimilés dans le référentiel IFRS à des capitaux propres,
- le remboursement partiel, à hauteur d'environ 38 millions d'euros, des autres financements moyen terme via le transfert de 49% des titres de LAB à Martin GmbH (valorisés à 16 millions d'euros) et l'utilisation des produits de la cession des activités O&M à hauteur de 22 millions d'euros
- le rééchelonnement du remboursement du solde des autres financements moyen terme (soit environ 29 millions d'euros) sur 2,5 ans
- l'émission d'une nouvelle ligne de cautions bancaires pour plus de 200 millions d'euros

Postérieurement à la signature de ce protocole et avant son homologation, le Groupe a fait état, dans son communiqué de presse du 16 juin 2021, d'une dégradation de la situation opérationnelle, en particulier en raison :

- de la difficulté de signer des contrats d'usines clés en mains dans le calendrier prévu par le plan d'affaires du Groupe, du fait de la perception chez les clients de la fragilité du Groupe ;
- des surcoûts et provisions pour risques de pénalités de retard complémentaires affectant certains des contrats EPC en cours d'exécution et résultant de causes diverses incluant la combinaison, au Royaume-Uni, de l'apparition du variant anglais du Covid-19 et de l'entrée en vigueur du Brexit, l'augmentation du prix de matières premières, le rallongement des plannings d'exécution, des surcoûts sur les marchés sous-traités, un incident technique sur une usine réceptionnée en décembre 2020.

Face à ces nouvelles difficultés, le Groupe

- a réorienté le positionnement stratégique de la Division E&E EPC sur des projets pris en partenariat et/ou axés sur la fourniture de la technologie et le process de valorisation des déchets, afin de favoriser la signature de nouvelles commandes,
- a repris les discussions avec l'État et les créanciers du Groupe pour amender le protocole signé le 21 mai 2021 et sécuriser son financement dans la durée, sur 2022 et au-delà.

Ce protocole amendé a été signé le 30 juillet par les parties prenantes et homologué le 13 août 2021 par le Tribunal de Commerce. Il modifie la version du 21 mai 2021 en 4 points essentiels :

- Le financement long terme de l'état est porté à 125 millions d'euros (contre 40 millions d'euros initialement) ;

- La dette historique de 163 millions d’euros est abandonnée avec clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune (plutôt que convertie en ORA) ;
- L’utilisation des produits de la cession des activités O&M est affectée dans la limite de 20% uniquement au remboursement des financements moyen terme
- CNIM s’engage à mettre en œuvre un programme d’adossement sur l’année à venir ; ce programme pourrait conduire à un changement de contrôle ou à des cessions, afin d’assurer la pérennité des activités du Groupe et de réduire l’encours des engagements de ses créanciers.

En synthèse, outre le programme d’adossement, le protocole amendé prévoit donc les mesures suivantes :

		Nature	Nominal (en millions d’euros)	Intérêt	Échéance	Contrepartie
Nouveau prêt LT	(1)	Financement	125,0	4,75%	10 ans	Etat
Abandon de la dette historique avec clause de retour à meilleure fortune	(2)	Abandon de créances	163,0	-	-	Pool Bancaire et Martin GmbH
Réaménagement du Financement MT	(3)		43,8			Pool bancaire, Etat
<i>Dont remboursement sur la cession O&amp;M (hors MESE)</i>		<i>Remboursement</i>	<i>10,0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
<i>Dont rééchelonnement</i>		<i>Rééchelonnement</i>	<i>33,8</i>	<i>Eurib+6%</i>	<i>2,5 ans</i>	
Réaménagement de l’émission obligataire	(4)		45,0			Martin GmbH
<i>Dont abandon (inclus au point 2)</i>		<i>Abandon</i>	<i>20,0</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
<i>Dont rééchelonnement</i>		<i>Rééchelonnement</i>	<i>8,7</i>	<i>5%</i>	<i>2,5 ans</i>	
<i>Dont remboursement en titres LAB</i>		<i>Remboursement</i>	<i>16,3</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
Nouvelle ligne de cautions bancaires	(5)	Garantie	166,4	-	30/06/22	Pool Bancaire et assureurs

(1) L’état a octroyé le 25 mars 2021, un prêt relais de 40 millions d’euros pour une durée de 6 mois sous la forme d’une « aide au sauvetage » consentie par le FDES, portant intérêt à Euribor (floor à 0%) majoré de 4,0 % par an. Ce prêt sera substitué, sous réserve de l’autorisation par la Commission Européenne, par un prêt long terme avec un notional accru de 80 millions d’euros, tirable en trois tranches entre septembre 2021 et février 2022 et d’une durée de 10 ans, avec une franchise de remboursement de 2 ans.

(2) La dette historique, incluant le crédit syndiqué RCF et le financement Moyen Terme « Exensor » (pour 138 millions d’euros), l’émission obligataire Martin GmbH (à hauteur de 20 millions d’euros), ainsi que certains concours bancaires, est abandonnée avec une clause de retour à meilleure fortune prévoyant la rétrocession aux créanciers, à compter du remboursement complet des prêts MT et LT et dans la limite d’une période de 30 ans à compter de la mise en vigueur du protocole, de tout boni de cession/liquidation et d’une quote-part de 20% du résultat net consolidé du Groupe.

(3) Le remboursement du financement moyen terme qui a été apporté par l’état (FDES) et par le pool bancaire n’est pas exigé au 30 avril 2021. Ces prêts seront amortis linéairement et à chaque trimestre à compter du 11 décembre 2021 pour être soldé le 11 septembre 2023.

Le produit de cession de Bertin IT est affecté à hauteur de 2 millions d’euros au remboursement du principal de ces prêts. Le produit de cession des activités O&M et Biomasse de CNIM attendu sur 2021 sera affecté à hauteur de 30% au remboursement du principal de ces prêts.

(4) L’émission obligataire de Martin GmbH fait l’objet d’un abandon dans les conditions précitées à hauteur de 20 millions d’euros, montant considéré comme de la dette historique.

Une opération d’augmentation de capital de la société LAB à hauteur de 16,3 millions d’euros (sur la base des comptes 2020 de la société LAB qui seront ajustés au jour du closing) sera réalisée par CNIM au bénéfice de Martin GmbH en contrepartie de l’extinction d’une partie équivalente de l’émission obligataire.

Cette opération confèrera à Martin GmbH une participation minoritaire de 49% dans la société LAB dont CNIM conservera le contrôle au regard des règles IFRS.

Le solde de l’émission obligataire, soit 8,7 millions d’euros, sera rééchelonné pour être amorti linéairement et à chaque trimestre à compter du 11 juin 2022 pour être soldé le 11 septembre 2023.

(5) Ces lignes couvrent notamment les garanties de performance que le Groupe doit émettre pour signer les contrats de construction projetés dans le business plan 2021 et début 2022. La date d’échéance indiquée correspond à la date de disponibilité de la ligne pour tirage. Ces lignes viennent en complément des lignes existantes au titre des contrats en cours d’exécution.

Aux termes du protocole, les fiducies existantes et les lignes de cautions présentent par ailleurs des clauses de défaut usuelles, ainsi que des clauses de défaut croisé liées à la situation de Soluni, holding

détenant majoritairement le capital de CNIM Groupe. Les clauses de défaut croisé liées à la situation de Soluni recouvrent en substance quatre hypothèses : Soluni (i) décide de ne plus soutenir la restructuration financière de CNIM, (ii) manque à ses obligations de paiement au titre de son endettement financier, (iii) fait l'objet d'une procédure collective et (iv) initie des actions judiciaires visant à faire obstacle ou retarder le remboursement à échéance de son endettement financier ou remettre en cause la validité ou l'efficacité des sûretés qu'elles a octroyées.

### Cessions de plusieurs activités

Dans le cadre de sa restructuration financière et du programme d'adossesment et de cessions, le Groupe a procédé à la cession de l'activité Bertin IT.

(en millions d'euros)	Date	Produit de cessions net des coûts de cession	Plus ou moins value comptable
Activité Bertin IT	Juin	9,9	5,4

Comme détaillé en Note 3 « Actifs destinés à la vente », au 30 juin 2021, le processus de cession était en cours de finalisation sur les activités O&M et Biomasse.

### Transfert du Siège du Groupe

Le 15 mars 2021, le Groupe a transféré son Siège au 64, rue Anatole France - 92300 Levallois Perret.

### Signature du contrat Fiducie Sûreté-Gestion « EPC »

Le 22 février 2021, le Groupe a signé le contrat de Fiducie Sûreté-Gestion « EPC » avec CNIM Groupe en qualité de Constituant et de Bénéficiaire, Equitis Gestion en qualité de Fiduciaire, Crédit Lyonnais en qualité d'Agent des Créanciers Garantis, Les Créanciers Garantis en qualité de Bénéficiaires et CNIM Environnement & Energie EPC en qualité de Société.

## NOTE 3 Actifs destinés à la vente

(en milliers d'€)	O&M	Biomasse	30.06.2021	31.12.2020
Immobilisations incorporelles	60	-	60	2 843
Goodwill	-	-	-	0
Immobilisations corporelles	1 672	-	1 672	1 977
Droits d'utilisation	13	-	13	303
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	1 863	1 863	1 863
Autres actifs financiers non courants	2 482	9 918	12 400	12 359
Impôts différés actifs	3 376	-	3 376	2 885
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>7 603</b>	<b>11 781</b>	<b>19 384</b>	<b>22 230</b>
Stocks et en-cours	1 657	-	1 657	1 806
Avances et acomptes versés sur commandes	524	-	524	367
Clients et comptes rattachés	25 252	-	25 252	24 425
Produits à recevoir sur contrats	2 404	-	2 404	4 373
Créances fiscales et sociales	3 515	-	3 515	6 238
Autres actifs opérationnels courants	893	-	893	2 409
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 418	-	15 418	10 099
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>49 663</b>	-	<b>49 663</b>	<b>49 716</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>57 266</b>	<b>11 781</b>	<b>69 047</b>	<b>71 946</b>

(en milliers d'€)	O&M	Biomasse	30.06.2021	31.12.2020
Emprunts et dettes financières	-	-	-	60
Dettes de location non courantes	0	-	0	227
Provisions pour engagements retraite et avantages assimilés	1 713	-	1 713	2 824
Autres provisions non courantes	100	-	100	675
Impôts différés passif	375	-	375	286
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>2 188</b>	-	<b>2 188</b>	<b>4 072</b>
Passifs financiers courants	-	-	-	65
Dettes de location courantes	2	-	2	82
Provisions courantes	3 936	-	3 936	4 428
Fournisseurs et comptes rattachés	12 435	-	12 435	12 960
Produits constatés d'avance sur contrats	6 931	-	6 931	7 748
Dettes fiscales et sociales	6 373	-	6 373	9 689
Autres passifs opérationnels courants	931	-	931	451
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>30 606</b>	-	<b>30 606</b>	<b>35 424</b>
<b>PASSIFS RELATIFS A DES ACTIFS DESTINES A LA VENTE</b>	<b>32 794</b>	-	<b>32 794</b>	<b>39 497</b>
<b>ACTIF NET</b>	<b>24 471</b>	<b>11 781</b>	<b>36 252</b>	<b>32 450</b>

Au 31 décembre 2020, dans le cadre de sa restructuration financière et du programme d'adossement et de cessions consécutif, le Groupe était engagé dans les processus de cessions des activités suivantes :

- dans le Secteur Environnement & Energie,
  - O&M qui regroupe ses filiales spécialisées dans l'exploitation et la maintenance de centres de valorisation énergétique
  - Biomasse qui comprend des participations minoritaires dans les sociétés de projet (KOGEBAN et CBEM) et dans la société d'exploitation Picardie Biomasse Energie ;
- dans le Secteur Innovation & Systèmes, activité Bertin IT.

Ces trois cessions annoncées représentent ensemble un chiffre d'affaires annuel d'environ 85 millions, des effectifs d'environ 680 salariés et une valeur d'entreprise debt free / cash free globale d'environ 76 millions d'euros.

Les actifs de Bertin IT et Vecsys ont été cédés en juin 2021 à la société ChapsVision.

Postérieurement à la clôture, le Groupe a finalisé la cession des activités O&M en France et en Azerbaïdjan au groupe Paprec le 30 juillet 2021, pour un prix de cession net de 29,5M€.

### Biomasse

Le Groupe est entré en négociations exclusives avec le fonds PEARL Infrastructure Capital pour la cession éventuelle de l'activité biomasse du groupe Akuo en France métropolitaine, périmètre d'activité comprenant des participations minoritaires de CNIM Groupe dans les sociétés de projet KOGEBAN et CBEM et la société d'exploitation Picardie Biomasse Energie. La cession a été finalisée début juillet pour les sociétés CBEM et la société d'exploitation Picardie Biomasse Energie.

**NOTE 4 Périmètre de consolidation**

Le périmètre de consolidation du Groupe a varié au cours du premier semestre 2021 de la manière suivante :

Sociétés	Siège social	Méthode de consolidation au 31.12.2020	% de contrôle au 31.12.2020	Nature de la variation
<b>Secteur Innovation &amp; Systèmes</b>				
AMI Enterprise Intelligence Software Ltd (Go Albert UK)	Royaume-Uni	Intégration globale	100 %	Sortie
Bertin IT	France	Intégration globale	100 %	Sortie
Go Albert Africa	Maroc	Intégration globale	99,90 %	Sortie
Vecsys	France	Intégration globale	99,38 %	Sortie

**NOTE 5 Informations sectorielles****Informations par secteur opérationnel**

Les informations sectorielles IFRS, revues par le principal décideur opérationnel, sont présentées ci-dessous.

(en milliers d'€)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		Autres		TOTAL	
	30.06. 2021	30.06. 2020	30.06. 2021	30.06. 2020	30.06. 2021	30.06. 2020	30.06. 2021	30.06. 2020
Chiffre d'affaires	177 171	197 632	89 861	80 805	545	205	267 578	278 643
Résultat opérationnel	(68 281)	(22 863)	7 503	(22 302)	(8 504)	23 027	(69 281)	(22 138)
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	(914)	514	-	427	-	-	(914)	941
Résultat opérationnel après QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	(69 195)	(22 348)	7 503	(21 875)	(8 504)	23 027	(70 195)	(21 197)

(en milliers d'€)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		Autres		Total	
	30.06. 2021	31.12. 2020	30.06. 2021	31.12. 2020	30.06. 2021	31.12. 2020	30.06. 2021	31.12. 2020
Immobilisations incorporelles	1 177	1 631	23 968	22 066	1 190	1 305	26 335	25 002
Goodwill	31 717	31 717	31 072	31 167	-	-	62 789	62 884
Immobilisations corporelles	8 437	8 421	31 364	26 221	17 868	18 723	57 669	53 364
Droits d'utilisation	5 006	5 972	6 060	6 753	5 778	5 891	16 844	18 616
Autres actifs financiers non courants	2 633	2 356	509	1 313	1 539	1 505	4 682	5 174

**Informations par zone géographique**

La répartition géographique du chiffre d'affaires est faite selon le lieu de réalisation des contrats

(en milliers d'€)	30.06.2021				30.06.2020			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	112 246	56 597	98 734	267 578	116 961	76 975	84 706	278 643

(en milliers d'€)	30.06.2021				31.12.2020			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Immobilisations incorporelles	22 731	(0)	3 604	26 335	20 950	(0)	4 053	25 002
Immobilisations corporelles	47 262	73	10 333	57 669	43 105	82	10 177	53 364
Droits d'utilisation	15 514	122	1 208	16 844	16 932	155	1 530	18 616
Autres actifs financiers non courants	3 370	0	1 311	4 682	4 192	(114)	1 097	5 174

## NOTE 6 Produits des activités ordinaires

### A. Décomposition du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe se ventile dans les « Business Divisions » comme suit :

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
EPC	114 885	128 695
LAB	16 917	17 939
Services	12 257	16 972
O&M	33 113	34 026
<b>Environnement et Energie</b>	<b>177 171</b>	<b>197 632</b>
Division Systèmes Industriels	42 377	43 080
Bertin	47 484	37 725
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>89 861</b>	<b>80 805</b>
<b>Autres</b>	<b>545</b>	<b>205</b>
<b>TOTAL</b>	<b>267 578</b>	<b>278 643</b>

Cette ventilation est conforme à l'information sectorielle sur les produits des activités ordinaires présentée en Note 5 conformément à IFRS 8.

Les deux Secteurs du Groupe ont des activités très différentes

- Environnement & Énergie : offre dans le domaine de la thermique couvrant l'ensemble des métiers : réalisations « clés en mains », exploitation d'unités de valorisation énergétique, contrats de services ;
- Innovation & Systèmes : offre dans le domaine de la mécanique, de l'optique et de l'électromécanique, avec des activités d'études, développement et réalisation de logiciels et de produits en petite et moyenne série.

Quatre « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Environnement & Énergie :

- EPC – Usines clés en mains
- LAB
- Services
- O&M - Exploitation

Deux « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Innovation & Systèmes :

- Division Systèmes Industriels
- Bertin et ses filiales

La Division EPC conçoit et construit « clés en mains » des centres de valorisation énergétique de déchets ou de biomasses. CNIM utilise des technologies propriétaires répondant aux normes de performances et de maîtrise des impacts environnementaux les plus strictes et qui s'intègrent dans une approche multi-filières.

La Division LAB propose des systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, des systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands et des prestations de services liées.

La Division Services propose de l'optimisation, de la réhabilitation, du revamping et de la maintenance pour les centres de valorisation énergétique de déchets et de biomasses et les grandes installations de combustion.

La Division O&M - Exploitation propose l'exploitation et maintenance des centres de valorisation énergétique de déchets et de biomasses ainsi que des systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets.

La Division Systèmes Industriels propose une offre unique de développement, de réalisation, d'installation et de maintenance d'équipements et systèmes innovants. Elle effectue également des contrats de sous-traitance de fabrication pour différents secteurs industriels de pointe.

La Division Bertin et ses filiales intervenant sur trois grands métiers : Systèmes et instrumentation, Technologies de l'information et Conseil, ingénierie et solutions innovantes pour l'énergie et l'environnement, l'industrie et les territoires.

Les contrats du Groupe CNIM conclus avec les clients sont généralement constitués d'une seule obligation de prestation et le revenu est reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe CNIM fournit des équipements spécifiques dont le client prend le contrôle progressivement ou fournit des services dont le client tire les avantages au fur et à mesure de leur réalisation. Par ailleurs, la mesure de l'avancement est généralement basée sur les coûts.

Dans la Division O&M - Exploitation, la mesure du revenu est par exception basée sur le montant du droit de facturer et lorsque le contrat prévoit une obligation de « Gros Entretien et Renouvellement », celle-ci est reconnue comme une obligation de prestation distincte de l'obligation de prestation « Exploitation ».

Les activités O&M et Biomasse de la Division O&M – Exploitation sont en cours de cession au 30 juin 2021 (voir note 3).

## B. Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe correspond au chiffre d'affaires à l'avancement restant à réaliser à une date donnée pour les contrats entrés en vigueur (notamment après l'obtention des ordres de service ou la levée des conditions suspensives) et financé.

Son évolution sur la période se présente comme suit :

(en milliers d'€)	31.12.2020	Commandes enregistrées	Chiffre d'affaires	Variation de périmètre	30.06.2021
Environnement et Energie	901 124	97 767	177 171	-	821 719
Innovation & Systèmes	295 177	84 832	89 861	(9 558)	280 589
Autres	-	545	545	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 196 301</b>	<b>183 143</b>	<b>267 578</b>	<b>(9 558)</b>	<b>1 102 308</b>

## NOTE 7 Autres produits (charges) non courants

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Plus / (moins)-values sur cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs	5 279	32 503
Coûts de réorganisation, de restructuration ou d'adaptation	(8 231)	(5 663)
Dépréciations	(326)	(13 556)
Autres	157	(268)
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>(3 121)</b>	<b>13 016</b>

Les opérations de montant significatif ne concourant pas à la performance opérationnelle courante sont classées en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles ».

Elles peuvent comprendre :

- Les plus ou moins-values de cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs ;
- Les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux regroupements d'entreprises ;
- Les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- Les provisions et les pertes de valeurs d'actifs corporels ou incorporels de matérialité significative ;
- Les coûts encourus ou estimés liés à des facteurs exogènes indépendants de l'efficacité opérationnelle tels que des décisions politiques.

Au 30 juin 2021, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant :

- La plus-value réalisée sur la cession des sociétés Bertin IT et Vecsys pour un montant de 5.3 millions d'euros.
- Les coûts liés à la restructuration financière du Groupe.
- La dépréciation d'actifs immobilisés Géodur

Au 30 juin 2020, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant les plus-values réalisés sur les cessions d'actifs réalisées sur le premier semestre 2020, principalement la vente du siège parisien du Groupe, des dépréciations sur une participation mise en équivalence préalablement à son reclassement en actif destiné à la vente et sur les goodwill des divisions Systèmes industriels et Bertin ainsi que les coûts liés à la restructuration financière du Groupe.

## NOTE 8 Résultat financier

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Produits financiers sur équivalents de trésorerie	72	70
Autres intérêts et produits assimilés	786	222
Intérêts et charges financiers <sup>(1)</sup>	(4 637)	(2 520)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(3 779)</b>	<b>(2 229)</b>
Gains de change	10 835	6 651
Pertes de change	(11 060)	(13 641)
<b>Résultat de change</b>	<b>(225)</b>	<b>(6 990)</b>
Autres produits et charges financiers <sup>(2)</sup>	(1 889)	(251)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(5 893)</b>	<b>(9 470)</b>

(1) Dont charges d'intérêt liés aux dettes de location pour 143.4 milliers d'euros.

(2) Dont surcoûts des cautions principalement

## NOTE 9 Impôts

### A. Ventilation impôts exigibles / différés

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Impôts exigibles	(1 564)	(2 345)
Impôts différés	(712)	(225)
<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>(2 277)</b>	<b>(2 570)</b>

**B. Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique**

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Résultat opérationnel	(69 281)	(22 138)
Résultat financier	(5 893)	(9 470)
<b>Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale</b>	<b>(75 174)</b>	<b>(31 608)</b>
Taux en vigueur en France	28,41%	32,02%
<b>Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France</b>	<b>21 357</b>	<b>10 121</b>
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	(3 745)	618
Incidence des reports déficitaires <sup>(3)</sup>	(19 670)	(9 425)
Impôt sans base <sup>(1)</sup>	(256)	(825)
Crédits d'impôt <sup>(2)</sup>	1 489	1 835
Taxes non déductibles	(73)	-
Autres différences permanentes <sup>(4)</sup>	(1 405)	(5 031)
Autres	26	137
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>(2 277)</b>	<b>(2 571)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>-3,03%</b>	<b>-8,13%</b>

(1) Principalement CVAE.

(2) Effets des crédits d'impôts comptabilisés en résultat opérationnel et non taxés.

(3) Effets liés aux déficits de l'intégration fiscale en France, non activés.

(4) En 2021, principalement liées à un impact positif des plus-values de cession et un impact négatif des charges financières non déductibles ; En 2020, principalement liées aux dépréciations des goodwill des divisions Systèmes industriels et Bertin.

**NOTE 10 Résultat par action****Résultat de base par action**

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	(77 494)	(32 336)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires <sup>(1)</sup>	2 826 948	2 825 322
<b>Résultat par action (en €)</b>	<b>(27,41)</b>	<b>(11,45)</b>

(1) Nombre d'actions hors actions auto détenues (voir Note 16). Il n'existe pas d'instruments de capitaux propres dilutifs.

**Résultat dilué par action**

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	(77 494)	(32 336)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires <sup>(1)</sup>	2 826 948	2 825 322
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 826 948	2 825 322
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>(27,41)</b>	<b>(11,45)</b>

(1) Nombre d'actions hors actions auto détenues (voir Note 16). Il n'existe pas d'instruments de capitaux propres dilutifs.

## NOTE 11 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'€)	31.12.2020	Acqu. / Augm. / Dotations	Cessions / Diminutions / Reprises	Ecarts de conversion et autres	30.06.2021
Frais de développement	41 795	766	-	15 988	41 994
Concessions, brevets et licences	10 372	129	(83)	514	10 458
Autres immobilisations incorporelles	22 957	379	(598)	539	22 726
Immo. incorporelles en-cours	15 490	2 557	-	182	18 229
<b>Valeurs brutes</b>	<b>90 614</b>	<b>3 832</b>	<b>(681)</b>	<b>17 223</b>	<b>93 408</b>
Frais de développement	(35 906)	(841)	-	(13 735)	(36 697)
Concessions, brevets et licences	(9 479)	(143)	47	(470)	(9 610)
Autres immobilisations incorporelles	(19 512)	(851)	298	(38)	(20 051)
Immo. incorporelles en-cours	(715)	-	-	-	(715)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(65 612)</b>	<b>(1 835)</b>	<b>344</b>	<b>(14 244)</b>	<b>(67 072)</b>
Frais de développement	5 889	(75)	-	2 253	5 297
Concessions, brevets et licences	893	(13)	(37)	44	849
Autres immobilisations incorporelles	3 445	(472)	(300)	500	2 675
Immo. incorporelles en-cours	14 776	2 557	-	182	17 515
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>25 002</b>	<b>1 997</b>	<b>(337)</b>	<b>2 979</b>	<b>26 335</b>

(en milliers d'€)	31.12.2019	Acqu. / Augm. / Dotations	Cessions / Dimin. / Reprises	Ecarts de conversion et autres	Reclas- sement en Actifs destinés à la vente	31.12.2020
Frais de développement	52 494	2 892	-	2 443	(16 033)	41 795
Concessions, brevets et licences	11 048	100	(267)	(35)	(474)	10 372
Autres immobilisations incorporelles	26 653	1 206	(4 433)	273	(741)	22 957
Immo. incorporelles en-cours	11 212	3 345	(447)	1 381	-	15 490
<b>Valeurs brutes</b>	<b>101 406</b>	<b>7 542</b>	<b>(5 147)</b>	<b>4 062</b>	<b>(17 248)</b>	<b>90 614</b>
Frais de développement	(44 871)	(4 552)	-	(268)	13 785	(35 906)
Concessions, brevets et licences	(9 980)	(265)	267	62	436	(9 479)
Autres immobilisations incorporelles	(21 951)	(1 019)	3 423	(149)	184	(19 512)
Immo. incorporelles en-cours	(715)	(155)	-	155	-	(715)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(77 517)</b>	<b>(5 991)</b>	<b>3 690</b>	<b>(199)</b>	<b>14 405</b>	<b>(65 612)</b>
Frais de développement	7 623	(1 661)	-	2 175	(2 248)	5 889
Concessions, brevets et licences	1 068	(165)	-	28	(38)	893
Autres immobilisations incorporelles	4 702	188	(1 010)	124	(558)	3 445
Immo. incorporelles en-cours	10 497	3 189	(447)	1 536	-	14 776
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>23 889</b>	<b>1 551</b>	<b>(1 457)</b>	<b>3 863</b>	<b>(2 843)</b>	<b>25 002</b>

## NOTE 12 Goodwill

## A. Variation au cours de la période

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
<b>Valeur nette à l'ouverture</b>	<b>62 884</b>	<b>72 752</b>
Ecart de conversion <sup>(1)</sup>	(95)	(192)
Dépréciation du Goodwill <sup>(2)</sup>	-	(10 000)
Autres <sup>(3)</sup>	-	(620)
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>62 789</b>	<b>61 940</b>

(1) Ecart de conversion sur le goodwill d'Exensor.

(2) En 2020, dépréciation des goodwills des UGT Bertin Systèmes & Conseils, Bertin IT et Division Systèmes industriels.

(3) Reclassement en Actifs destinés à la vente du goodwill associé à l'activité Bertin Energie Environnement (voir Note3)

## B. Ventilation par UGT (Unités Génératrices de Trésorerie)

(en milliers d'€)	30.06.2021			31.12.2020		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
UGT Environnement & Energie - Construction	31 171	-	<b>31 171</b>	31 171	-	31 171
UGT Environnement & Energie - Services/CBS	546	-	<b>546</b>	546	-	546
<b>Environnement &amp; Energie</b>	<b>31 717</b>	-	<b>31 717</b>	<b>31 717</b>	-	<b>31 717</b>
UGT Bertin Systèmes & Conseils	35 903	(4 832)	<b>31 072</b>	36 000	(4 832)	31 168
UGT Bertin IT <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-
UGT Division Systèmes Industriels	4 010	(4 010)	-	4 010	(4 010)	(0)
<b>Innovation et Systèmes</b>	<b>39 913</b>	<b>(8 841)</b>	<b>31 072</b>	<b>40 009</b>	<b>(8 842)</b>	<b>31 167</b>
<b>TOTAL</b>	<b>71 630</b>	<b>(8 841)</b>	<b>62 789</b>	<b>71 726</b>	<b>(8 842)</b>	<b>62 884</b>

## C. Tests de perte de valeur

Le Groupe a procédé à un test de valeur de ses UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) avec les hypothèses de taux d'actualisation et de croissance à long terme identiques à celles utilisées au 31 décembre 2020.

Ils sont présentés ci-dessous pour rappel :

Taux d'actualisation par UGT	31.12.2020	31.12.2019
Environnement & Energie - Construction	13,1%	9,5%
Bertin Systèmes & Conseils	11,0%	9,0%
Bertin IT	10,9%	8,9%
Division Systèmes Industriels	11,6%	8,4%

L'hypothèse sur le taux de croissance à l'infini, utilisée pour l'évaluation de la valeur d'utilité, est de 2 %, inchangée par rapport au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.

## Autres hypothèses et sensibilité

## UGT Environnement &amp; Energie

La recouvrabilité du goodwill repose sur l'hypothèse clé d'enregistrement annuel en carnet de 2 contrats "combustion train", complété d'un petit projet. Cette hypothèse s'inscrit dans la stratégie de recentrage des

activités EPC sur le processus de combustion entérinée en juin 2021. Elle vise à limiter le niveau d'engagement et de responsabilité du Groupe dans la livraison de l'usine, en réponse aux difficultés du Groupe à signer de nouveaux grands contrats EPC incluant le génie civil compte tenu de sa situation financière fragilisée.

Cette hypothèse nécessitera d'être confirmée au regard du dynamisme de l'activité commerciale sur les mois à venir.

L'absence d'activité commerciale suffisante pourrait conduire le Groupe à déprécier le goodwill EPC au 31 décembre 2021.

#### UGT Bertin Systèmes et Conseils

Lors de l'arrêté au 30 juin 2020, une dépréciation de 4,8 millions d'euros a été constatée pour cette UGT sur la base du business plan existant et l'utilisation d'un taux d'actualisation de 10,25%.

Le test réalisé dans le cadre de l'arrêté annuel basé sur des hypothèses mises à jour ne conduit pas à constater de nouvelle dépréciation.

Compte tenu de l'amélioration des projections faites pour cette UGT, aucune dépréciation complémentaire ne serait par ailleurs à constater dans les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation augmenté de 50 bp ;
- Taux de croissance baissé de 100 bp ;
- Résultat opérationnel normatif baissé de 10%.

La valorisation de cette UGT repose notamment sur l'hypothèse d'un produit de Crédit d'Impôt Recherche normatif de 5 millions d'euros. Une baisse de -30% par rapport à cette hypothèse, en année normative ne conduirait pas à déprécier le goodwill de l'UGT.

#### UGT « Division Systèmes Industriels »

Lors de l'arrêté au 30 juin 2020, une dépréciation de 4 millions d'euros, représentant la totalité du goodwill, a été constatée pour cette UGT sur la base du business plan existant et l'utilisation d'un taux d'actualisation de 9,65%.

La valorisation de l'UGT au 30 juin 2021 repose notamment sur l'hypothèse d'une restauration de la rentabilité à terme (en année normative), avec un taux de marge opérationnelle estimée à 9% du chiffre d'affaires, supportée par la réorientation stratégique sur les activités plus rentables et moins risquées.

La valorisation de cette UGT est sensible aux hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation augmenté de 50 bp : dépréciation complémentaire de 1,4 millions d'euros ;
- Taux de croissance baissé de 100 bp : dépréciation complémentaire de 3,9 millions d'euros ;
- Résultat opérationnel normatif baissé de 10% : dépréciation complémentaire de 2,4 millions d'euros.

## NOTE 13 Immobilisations corporelles

	31.12.2020	Acqu. / Augm. / Dotations	Cessions / Diminutions / Reprises	Ecarts de conversion et autres	30.06.2021
Terrains	8 386	-	-	157	8 542
Constructions	44 436	2 303	-	4 197	50 693
Inst. Techn., matériels et outillages	65 585	1 711	(288)	1 696	68 700
Autres immobilisations corporelles	34 395	235	(499)	1 274	34 588
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	14 912	3 182	-	(5 301)	12 793
<b>Valeurs brutes</b>	<b>167 714</b>	<b>7 431</b>	<b>(787)</b>	<b>2 023</b>	<b>175 317</b>
Terrains	(299)	(4)	-	-	(303)
Constructions	(30 490)	(790)	-	(192)	(31 416)
Inst. Techn., matériels et outillages	(54 593)	(1 287)	281	(383)	(55 978)
Autres immobilisations corporelles	(28 966)	(944)	370	(950)	(29 952)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	-	-	-	-	-
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(114 349)</b>	<b>(3 025)</b>	<b>651</b>	<b>(1 525)</b>	<b>(117 649)</b>
Terrains	8 087	(4)	-	157	8 240
Constructions	13 946	1 514	-	4 005	19 277
Inst. Techn., matériels et outillages	10 992	424	(7)	1 313	12 722
Autres immobilisations corporelles	5 429	(710)	(129)	324	4 637
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	14 912	3 182	-	(5 301)	12 793
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>53 364</b>	<b>4 406</b>	<b>(136)</b>	<b>499</b>	<b>57 669</b>

(en milliers d'€)	31.12.2019	Acquisi- tions / Augmen- tations / Dotations	Cessions / Diminu- tions / Reprises <sup>(1)</sup>	Ecarts de conversion et autres	Reclas- sement en Actif destinés à la vente	31.12.2020
Terrains	8 552	2	(90)	(78)	-	8 386
Constructions	43 872	508	60	994	(997)	44 436
Inst. Techn., matériels et outillages	81 297	1 606	(14 077)	(330)	(2 912)	65 585
Autres immobilisations corporelles	34 618	409	(495)	2 019	(2 156)	34 395
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	11 812	11 622	(1 366)	(7 148)	(7)	14 912
<b>Valeurs brutes</b>	<b>180 151</b>	<b>14 147</b>	<b>(15 968)</b>	<b>(4 544)</b>	<b>(6 072)</b>	<b>167 714</b>
Terrains	(292)	(7)	-	-	-	(299)
Constructions	(29 786)	(1 749)	258	74	712	(30 490)
Inst. Techn., matériels et outillages	(69 262)	(3 081)	13 581	2 478	1 690	(54 593)
Autres immobilisations corporelles	(27 242)	(2 528)	516	(1 404)	1 693	(28 966)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	(1 389)	-	1 366	23	-	-
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(127 972)</b>	<b>(7 365)</b>	<b>15 722</b>	<b>1 170</b>	<b>4 096</b>	<b>(114 349)</b>
Terrains	8 260	(5)	(90)	(78)	-	8 087
Constructions	14 086	(1 241)	318	1 067	(285)	13 946
Inst. Techn., matériels et outillages	12 035	(1 475)	(496)	2 148	(1 221)	10 992
Autres immobilisations corporelles	7 376	(2 120)	21	614	(463)	5 429
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	10 423	11 622	(0)	(7 125)	(7)	14 912
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>52 180</b>	<b>6 782</b>	<b>(247)</b>	<b>(3 373)</b>	<b>(1 977)</b>	<b>53 364</b>

(1) En 2020, principalement sur les activités Géodur.

**NOTE 14** Participations dans les entreprises mises en équivalence**A. Variation au cours de la période**

(en milliers d'€)	30.06.2021	30.06.2020
<b>Valeurs nettes à l'ouverture</b>	<b>5 331</b>	<b>25 491</b>
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	(914)	941
Ecart de conversion	0	(527)
Distribution de dividendes	-	(203)
Variations de périmètre <sup>(3)</sup>	-	-
QP des éléments recyclables du résultat global <sup>(1)</sup>	586	(50)
Autres <sup>(2)</sup>	64	(2 665)
Reclassement en Actifs destinés à la vente <sup>(4)</sup>	(0)	(15 092)
<b>Valeurs nettes à la clôture</b>	<b>5 066</b>	<b>7 896</b>

(1) Variation de juste valeur des instruments dérivés désignés en instruments de couverture de flux futurs d'intérêts.

(2) En 2020, variation des créances rattachées aux participations mises en équivalence, cédées en 2020

(3) En 2020, cessions des sociétés CNIM Development, Dudley Waste Services Ltd, Hanford Waste Services Holding Ltd, Wolverhampton Waste Services Ltd et Technoplus Industries.

(4) En 2020, reclassement de la quote-part de capitaux propres de la société Picardie Biomasse Energie Industries en Actifs destinés à la vente selon IFRS 5.

**B. Détails des participations mises en équivalence**

(en milliers d'€)	% d'intérêt		QP de capitaux propres		QP de résultat net	
	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	30.06.2020
CNIM Development <sup>(1)</sup>	-	0,00	-	-	-	122
CCUAT	49,88	49,88	74	75	-	-
CSBC	50,00	50,00	3	3	-	-
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	0,00	-	-	-	191
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	0,00	-	-	-	193
Technoplus Industries <sup>(1)</sup>	-	0,00	-	-	-	427
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	0,00	-	-	-	274
Ello <sup>(2)</sup>	28,34	28,34	4 989	5 254	(914)	(303)
Picardie Biomasse Energie <sup>(3)</sup>	44,95	44,95	-	-	-	38
<b>TOTAL</b>			<b>5 066</b>	<b>5 331</b>	<b>(914)</b>	<b>941</b>

(1) Sociétés cédées en 2020.

(2) Quote-part de capitaux propres incluant le prêt rattaché à la participation, le retraitement de marge interne et une dépréciation de (3 125) milliers d'euros constatée au 31 décembre 2018.

(3) Quote-part de capitaux propres de la société reclassée en 2021 et 2020 en Actifs destinés à la vente selon IFRS 5.

## C. Informations financières à 100%

(en milliers d'€)	Chiffre d'affaires		Résultat net		Total Bilan		Dettes financières <sup>(2)</sup>	
	30.06.2021	30.06.2020	30.06.2021	30.06.2020	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	31.12.2020
CNIM Development <sup>(1)</sup>	-	-	-	854	-	-	-	-
CCUAT	-	-	(0)	-	152	153	-	-
CSBC	-	-	-	-	37	35	23	22
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	5 726	-	850	-	-	-	-
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	9 964	-	1 335	-	-	-	-
Technoplus Industries <sup>(1)</sup>	-	1 227	-	1 227	-	-	-	-
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd) <sup>(1)</sup>	-	6 389	-	941	-	-	-	-
Ello	2 233	1 538	(1 809)	(594)	61 155	60 207	59 902	59 509
Picardie Biomasse Energie <sup>(3)</sup>	-	15 118	-	84	20 433	20 433	8 204	8 204

(1) Sociétés cédées en 2020.

(2) Hors dettes de location IFRS 16.

(3) Quote-part de capitaux propres de la société reclassée en 2021 et 2020 en Actifs destinés à la vente selon IFRS 5.

## NOTE 15 Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'€)	30.06.2021			31.12.2020		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
Participations non consolidées	1 323	(171)	1 152	2 847	(832)	2 014
Créances rattachées aux participations non consolidées	0	(0)	-	0	(0)	-
Prêts	281	-	281	281	-	281
Autres immobilisations financières <sup>(1)</sup>	3 249	-	3 249	2 879	-	2 879
<b>TOTAL</b>	<b>4 853</b>	<b>(171)</b>	<b>4 682</b>	<b>6 007</b>	<b>(832)</b>	<b>5 174</b>

(1) principalement des dépôts et cautionnements.

## Participations non consolidées et créances rattachées

(en milliers d'€)	30.06.2021							31.12.2020						
	Titres				Créances rattachées <sup>(1)</sup>	Reclassement en Actifs destinés à la vente	Total	Titres				Créances rattachées <sup>(1)</sup>	Reclassement en Actifs destinés à la vente	Total
	Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect				Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect			
S.M.A	63	-	63	3,00%	-	-	63	63	-	63	3,00%	-	-	63
Vocapia Research	-	-	-	20,00%	-	-	-	804	-	804	20,00%	-	-	804
Foster Wheeler Fakop	1 051	-	1 051	8,41%	-	-	1 051	1 051	-	1 051	8,41%	-	-	1 051
Kogeban <sup>(2)</sup>	1 867	(1 245)	622	10,87%	3 960	(4 581)	-	1 867	(1 057)	810	10,87%	3 772	(4 581)	-
Cogénération Biomasse d'Estrées-Mons <sup>(2)</sup>	613	(613)	-	7,00%	5 337	(5 337)	-	613	(409)	204	7,00%	5 133	(5 337)	-
Autres	2 431	(171)	2 260	-	0	(2 222)	38	3 103	(832)	2 271	-	0	(2 174)	97
<b>TOTAL</b>	<b>6 024</b>	<b>(2 028)</b>	<b>3 996</b>		<b>9 296</b>	<b>(12 140)</b>	<b>1 152</b>	<b>7 499</b>	<b>(2 298)</b>	<b>5 202</b>		<b>8 905</b>	<b>(12 092)</b>	<b>2 014</b>

(1) Comptes courants d'actionnaires sans échéance définie.

(2) Reclassés en Actifs destinés à la vente selon IFRS 5.

## NOTE 16 Capitaux propres

### A. Capital social

Au 30 juin 2021, le capital social est de 6 056 220 euros divisé en 3 028 110 actions de deux euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Il n'y a pas eu de modifications au cours du premier semestre.

### B. Autocontrôle et nombre moyen d'actions ordinaires

	30.06.2021	30.06.2020
Nombre total d'actions	3 028 110	3 028 110
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	201 162	202 789
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	2 826 948	2 825 322
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 826 948	2 825 322

### C. Dividendes

Sur décision de l'Assemblée Générale du 25 juin 2021, la totalité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 a été affectée en « Report à nouveau », donc sans distribution de dividendes au titre de l'exercice 2020.

## NOTE 17 Emprunts et dettes financières

### A. Ventilation du passif financier courant et non courant

(en milliers d'€)	30.06.2021			31.12.2020		
	Non Courant	Courant	Total	Non Courant	Courant	Total
Emprunts	45 408	220 075	265 483	177 043	51 034	228 077
Dettes sur contrats de location	12 162	3 286	15 448	13 264	3 843	17 107
Avances remboursables	6 278	419	6 698	6 278	419	6 698
Cessions de créances <sup>(1)</sup>	19 602	3 315	22 917	19 659	9 509	29 168
Autres	371	3	374	371	3	374
<b>Dettes financières, avant concours bancaires</b>	<b>83 821</b>	<b>227 097</b>	<b>310 919</b>	<b>216 616</b>	<b>64 808</b>	<b>281 424</b>
Concours bancaires	-	5 817	5 817	-	5 707	5 707
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>83 821</b>	<b>232 915</b>	<b>316 736</b>	<b>216 616</b>	<b>70 515</b>	<b>287 130</b>

(1) Principalement mobilisation des créances de crédit d'impôt recherche

Les dettes financières pour lesquelles CNIM dispose d'un droit inconditionnel à en différer le règlement au-delà d'un an sont classées en passif financier non courant. Ce classement est réalisé sur la base de la situation contractuelle existante au 30 juin 2021, sans tenir compte des accords conclus postérieurement à la clôture et sans tenir compte de la probabilité que les dettes soient exigées ou non.

En l'occurrence, au 30 juin 2021, le caractère non exigible des emprunts de CNIM (à l'exception de l'emprunt obligataire Martin GmbH) était soumis au respect de certains critères (niveau des projections des trésorerie à 16 semaines, absence d'événement défavorable significatif, etc.) qui n'étaient plus tous respectés au 30 juin 2021. Ces emprunts ont donc fait l'objet d'un reclassement en passifs courants.

Il convient toutefois de relever que les mesures du protocole de conciliation signé postérieurement à la clôture, en juillet 2021, ne prévoient aucun règlement de ces dettes à un horizon inférieur à un an (cf. section Nouvelle procédure de conciliation dans la Note 2 « Évènements importants de la période »).

**B. Evolution du passif de financement brut**

(en milliers d'€)	31.12.2020	Flux de trésorerie <sup>(1)</sup>			Flux sans impacts cash	30.06.2021
		Augm. de dettes	Remb. de dettes	Autres financement		
Emprunts	228 077	40 190	(2 781)		(4)	265 483
<i>Non courants</i>	177 043	190	-		(131 825)	45 408
<i>Courants</i>	51 034	40 000	(2 781)		131 821	220 075
Dettes sur contrats de location	17 107	248	(1 983)		76	15 448
Avances remboursables	6 698	-	-		-	6 698
Cessions de créances	29 168	-	-	(6 257)	5	22 917
Autres	374	-	-		0	374
<b>Dettes financières, avant concours bancaires</b>	<b>281 424</b>	<b>40 438</b>	<b>(4 764)</b>	<b>(6 257)</b>	<b>78</b>	<b>310 919</b>
Concours bancaires	5 707					5 817
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>287 130</b>					<b>316 736</b>

(1) Montants analysés au Tableau des Flux de Trésorerie.

**C. Détail des emprunts et covenants**

(en milliers d'€)	30.06.2021	31.12.2020
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe Exensor	18 000	18 000
Tirage de la ligne de crédit renouvelable	120 000	120 000
Financement Moyen Terme bancaire	33 000	35 000
Emprunt obligataire Martin GmbH	45 000	45 000
Financement Moyen Terme de l'Etat (FDES)	8 750	8 750
Prêt participatif de l'Etat (FDES)	40 000	-
Crédit de financement de projets de R&D	1 572	1 798
Autres	(839)	(471)
<b>TOTAL EMPRUNTS</b>	<b>265 483</b>	<b>228 077</b>
Non courant	45 408	177 043
Courant	220 075	51 034

En décembre 2017, le Groupe a renouvelé une ligne de crédit syndiqué (multidevises) de 120 millions d'euros renouvelable pour une durée de 5 ans (étendue d'un an en 2019 avec une autre extension d'un an possible) à taux variable (Euribor ou Libor + 6%). Cette ligne est utilisée au 31 décembre 2020 à hauteur de 120 millions d'euros. Ce crédit était soumis à un covenant dont le non-respect rendait le remboursement exigible sur demande des prêteurs. Ce covenant, déterminé par le ratio « endettement net rapporté à l'EBITDA inférieur ou égal à 2,5 », a été supprimé dans le cadre du protocole de conciliation homologué en juin 2020.

En décembre 2017, la société a contracté un emprunt de 30 millions d'euros sur une durée de 6 ans à taux variable (Euribor + 6%) (mais dont le taux a été fixé via un swap de taux) afin de refinancer l'acquisition faite en juillet 2017 de la société Exensor. Ce crédit était soumis au même covenant que celui du crédit syndiqué 2017 et supprimé de la même manière en 2020.

En juin 2020, le Groupe a contracté de nouveaux financements dans le cadre du protocole de conciliation signé en avril avec ses partenaires financiers :

- Financement Moyen Terme Bancaire de 35 millions d'euros, à taux variable (Euribor + 6%), d'une durée initiale de 12 mois avec deux options conditionnelles de prorogation de 6 mois chacune. Cette ligne, totalement utilisée, est contractuellement échue depuis le 30 avril 2021 ;

- Financement Moyen Terme de l'Etat (FDES) de 8,75 millions d'euros à taux variable (Euribor + 6%), d'une durée initiale de 12 mois avec deux options conditionnelles de prorogation de 6 mois chacune. Cette ligne, totalement utilisée, est contractuellement échue depuis le 30 avril 2021 ;
- Emprunt obligataire de 45 millions d'euros, à un taux fixe de 5%, souscrite par la société Martin GmbH. Cet emprunt a été souscrit par compensation avec le prêt à court terme par Martin GmbH en 2019, à concurrence de 20 millions d'euros, et par apport en numéraire pour 25 millions d'euros. Il a pour échéance le 31 décembre 2025.

Par ailleurs, l'Etat a octroyé le 25 mars 2021, un prêt relais de 40 millions d'euros pour une durée de 6 mois sous la forme d'une « aide au sauvetage » consentie par le FDES, portant intérêt à Euribor (floor à 0 %) majoré de 4,0 % par an. Ce prêt devait être substitué par un prêt participatif de même montant et d'une durée de 10 ans.

Le sort de l'ensemble de ces emprunts dans le cadre du protocole signé le 30 juillet 2021 est décrit la section « Nouvelle procédure de conciliation » de la Note 2 « Évènements importants de la période »).

## NOTE 18 Engagements de retraite et avantages assimilés

(en milliers d'€)	31.12.2020	Dotations	Reprises utilisées	Ecart actuariels	Autres	Reclassement en Passifs destinés à la vente	30.06.2021
Provisions pour médailles du travail	463	54	(110)	-	-		406
Provisions pour engagements de retraites	17 345	1 012	(538)	(575)	(33)		17 211
<b>PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITES</b>	<b>17 808</b>	<b>1 066</b>	<b>(649)</b>	<b>(575)</b>	<b>(33)</b>	-	<b>17 618</b>

Les taux d'actualisation utilisées pour déterminer le montant des provisions, au titre des régimes de retraite du Groupe sont les suivantes :

	30.06.2021		31.12.2020	
	France	Royaume-Uni	France	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	0,75%	1,30%	0,50%	1,30%

## NOTE 19 Autres provisions pour risques et charges

(en milliers d'€)	31.12.2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres variations	30.06.2021
Litiges	6 649	730	(125)	(50)	-	(13)	7 191
Autres risques	2 833	1 612	(409)	(36)	17	-	4 016
Autres charges	60	-	-	-	-	-	60
<b>Provisions non courantes</b>	<b>9 542</b>	<b>2 342</b>	<b>(534)</b>	<b>(86)</b>	<b>17</b>	<b>(13)</b>	<b>11 267</b>
Pertes à terminaison	59 392	16 159	(8 914)	-	0	2	66 640
Garantie	14 850	9 364	(9 883)	(146)	31	-	14 216
Charges sur affaires livrées	44 062	29 089	(29 730)	(1 040)	415	490	43 286
<b>Provisions courantes</b>	<b>118 304</b>	<b>54 612</b>	<b>(48 527)</b>	<b>(1 186)</b>	<b>446</b>	<b>492</b>	<b>124 142</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>127 846</b>	<b>56 954</b>	<b>(49 061)</b>	<b>(1 272)</b>	<b>463</b>	<b>479</b>	<b>135 409</b>

**NOTE 20 Engagements hors bilan**

(en milliers d'€)	30.06.2021	31.12.2020
<b>Engagements donnés</b>		
Cautions bancaires de marchés	472 983	526 834
<b>Engagements reçus</b>		
Cautions reçues des fournisseurs	81 387	101 056

**NOTE 21 Passifs éventuels**

Le Groupe considère, en application des critères de l'IAS 37, que la procédure judiciaire décrite ci-après ne doit pas faire l'objet d'une provision au 30 juin 2021, compte tenu du caractère incertain de son issue :

CNIM et CNIM Industrie ont été assignées en mai 2019 par le dirigeant d'une filiale étrangère qui demande un complément de rémunération, rétroactivement sur une période très longue. Le Groupe conteste la régularité de l'assignation et le bien-fondé de cette demande. La procédure est pendante devant le tribunal de commerce de Toulon.

**NOTE 22 Exposition aux risques**

Le Groupe a poursuivi les politiques de gestion des risques financiers, de contrepartie et de liquidité, telles que décrits dans les notes aux états financiers consolidés 2020.

**NOTE 23 Evènements postérieurs à la date de clôture**

Le Groupe n'a pas identifié d'évènements postérieurs à la clôture, à l'exception des évènements suivants

- Signature et homologation du protocole de conciliation (cf. NOTE 2 - Évènements importants de la période)
- Cessions des activités O&M en France et en Azerbaïdjan (cf. NOTE 3 - Actifs destinés à la vente)

## Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021)

Aux Actionnaires

CNIM GROUPE

64 Rue Anatole France

92300 Levallois Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CNIM GROUPE, relatifs à la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 « Bases de préparation des états financiers consolidés, principes et méthodes comptables » qui décrit les éléments sur lesquels la Direction du Groupe a fondé le maintien du principe de continuité d'exploitation ainsi que les incertitudes importantes qui y sont associées.

## II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 16 août 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Sébastien Lasou

Jérôme Milesi

## **Attestation de la personne responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 13 août 2021

Louis-Roch BURGARD  
Directeur Général